



## Au sommaire de ce numéro

La transition énergétique .....	2
Crédit coopératif, échos de l'AG par <i>Jean-Louis Michniak</i> ; Marché carbone, par <i>Marie-Claude</i> .....	4
Un livre d'Hervé Kempf signalé par <i>Claude Borgo</i> , un film de Pierre Rabhi signalé par <i>Caroline Duard</i> .....	5
A propos de la NEF, par <i>Raymond Zaharia</i> .....	5
Agenda, organisation d'ATTAC 92, bulletin d'adhésion .....	5 et 6

## Pouvez-vous imaginer un monde sans Attac ?

Attac a besoin de vous !  
N'attendez plus pour régler votre cotisation 2013

Si vous êtes assujéti à l'impôt sur le revenu, vous pourrez déduire 66% de votre cotisation du montant de votre impôt.

30 % de votre cotisation est reversée à votre comité local (dans les Hauts de Seine, Attac 92), le solde permettant à Attac France de financer et articuler les campagnes nationales et internationales

Le prochain numéro paraîtra début octobre

Diffusez, par courriel ou sur papier...  
Abonnez vos parents, vos amis !  
Il vous suffit de nous le demander.  
Faites leur plaisir!

## Ecologie et société *Jean Quèbre*

« Celui qui voit une erreur ou un crime et qui n'intervient pas s'en rend complice ». Gandhi.  
« Le mode de vie américain n'est pas négociable », G. Bush (Etats-Unis).  
« Il n'y a pas d'alternative », « la société, ça n'existe pas, il n'y a que des individus », M. Thatcher (Grande-Bretagne).  
« La maison brûle et nous regardons ailleurs », J. Chirac (France).  
« En réalité, aucun pays ne remettra en cause son économie pour relever le défi écologique », A. Blair (Grande-Bretagne).

Décideurs économiques, politiques, et toute l'oligarchie, tous connaissent la gravité de la situation.

### Eteignons les gadgets et les télé, allumons les cerveaux !

Le capitalisme est en train de fabriquer un immense cimetière sur toute la planète. Parmi tous les fléaux, il en est un qui **risque**, si nous ne modifions pas nos comportements, de **faire disparaître l'humanité** (mais pas la planète), c'est le **réchauffement climatique**.

### Changer nos habitudes, se remettre en cause, ou périr !

La **vapeur d'eau** (0,3 % de l'atmosphère) est responsable de la moitié de l'élévation de température due à l'effet de serre. C'est le principal gaz à effet de serre.

Le second est le **gaz carbonique** (CO<sub>2</sub>). Les échanges naturels de CO<sub>2</sub>, émissions et absorptions, s'équilibrent au final. La nature ne peut plus absorber les émissions supplémentaires de CO<sub>2</sub> (38 %) dues à l'activité humaine de notre ère industrielle. [début 20<sup>ème</sup> siècle, 500 millions de tonnes-équivalent-carbone par an, 1950 : 2 milliards, 2005 : 7,2 milliards. Sur les 7 gigatonnes émises par l'activité humaine, 1 gigatonne est absorbée par les sols et la végétation (biomasse) et 2 gigatonnes sont dissoutes dans les océans, mais 4 gigatonnes excédentaires dépassant les capacités d'absorption naturelles s'accumulent chaque année. Leur durée de vie est de plusieurs siècles].

Le **méthane** est un autre gaz à effet de serre. C'est un gaz naturel issu de la décomposition des végétaux lorsqu'elle a lieu sans oxygène (marais, lagunes, rizières). Aujourd'hui, les émissions dues à l'homme ont atteint le double des émissions naturelles.

D'autres gaz à effet de serre existent : naturels comme le **protoxyde d'azote** (zones humides), mais dus aussi à l'activité humaine (engrais azotés, combustion des énergies fossiles, etc.) ou bien l'**ozone** présent dans la stratosphère. Il se forme aussi de l'ozone près du sol en raison des polluants émis par les pots d'échappement, les incinérateurs et autres cheminées. L'ozone a diminué dans la stratosphère (trou d'ozone) mais l'effet de serre dû à l'ozone a été multiplié par 7, à la suite de l'augmentation des émissions imputables à l'activité humaine.

Il y a enfin une série de gaz à effet de serre qui n'existent que par l'action de l'homme. Il s'agit des **gaz industriels** à effet de serre, pour l'essentiel des halocarbures (CFC, HFC, PFC). On les utilise dans la climatisation, l'industrie du froid, la fabrication de composants électroniques, transformateurs électriques, etc. Certains gaz industriels ont un pouvoir de réchauffement 5 à 10 000 fois supérieur à celui du CO<sub>2</sub> (durée de vie : plusieurs milliers d'années pour certains).

### Nous avons modifié la composition de l'atmosphère et cela amène une augmentation de température. C'est une situation qui ne s'est jamais vue depuis que l'homo sapiens existe (environ 200 000 ans).

L'O.N.U. a mis en place une commission, le GIEC (Groupement Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat). Ces scientifiques (climatologues, glaciologues, etc.) nous disent : « de façon certaine, on peut dire que l'effet de serre (le réchauffement) augmente et que de façon certaine cela est lié aux activités humaines. **Il n'y a plus de doute !** »

Si rien ne change, le climat va continuer à se réchauffer avec des conséquences importantes, dont on ne voit que le début : fonte des banquises (pôles Nord et Sud), du Groenland, fonte des glaciers et des sols gelés (perligosol en Sibérie et en Alaska), inondations, sécheresses, canicules, cyclones et événements climatiques extrêmes : instabilités et variations brusques du climat.

Si l'on ne modifie pas **fortement** la production de gaz à effet de serre, nous risquons d'atteindre une température entraînant un **emballement** et un réchauffement **perpétuel** (quoi que l'on fasse) avec notamment la vapeur d'eau (suite à évaporation des étendues d'eau).

Le cycle infernal : plus de vapeur d'eau = moins de chaleur renvoyée dans l'espace = élévation de la température sur Terre = plus de vapeur d'eau, etc.

Certains scientifiques pensent que l'humanité (pas la planète) risque de disparaître avant la fin de ce 21<sup>ème</sup> siècle... Tout dépendra de notre capacité à prendre des mesures radicales avant que nous ayons franchi les seuils nous amenant à l'emballement irréversible et perpétuel, quoi que l'on fasse !

« Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire » (Jean Jaurès).

Nota : les données et analyses scientifiques sont extraites du livre (BD) de Philippe Squarzoni : « Saison brune » (éditions Delcourt) que nous vous invitons fortement à lire

Notre époque vit des changements sans précédent dans toute l'histoire de l'humanité. C'est le défi du dérèglement climatique, celui de la raréfaction des ressources fossiles, celui de la destruction de la biodiversité.

Il nous faut impérativement réduire notre consommation d'énergie, nous libérer de notre dépendance au pétrole et au gaz, et faire appel plus largement aux énergies renouvelables. Cette transition énergétique peut se faire dans le sens d'un « vivre mieux », et créer de nombreux emplois. Elle soulève de nombreuses questions.

**Serge Vidal**, de la CGT –énergie, a bien voulu introduire le débat.

Le **débat national** lancé par le gouvernement nous laisse un sentiment de malaise : outre qu'il est mené au pas de course (il devrait être bouclé d'ici 6 mois, voire 4 mois : une loi sur la transition énergétique sera discutée au Parlement à la rentrée, et dans une trop grande discrétion. Le sentiment qui prévaut est qu'il s'agit de faire approuver une politique déjà définie. On ne discute pas des finalités.

Pour nous, à la CGT, **les objectifs** sont de

- garantir l'accès à l'énergie pour tous,
- réduire les inégalités énergétiques
- tout en réduisant les rejets de gaz à effet de serre (qui provoquent le changement climatique que l'on connaît)
- et en n'oubliant pas la dimension internationale.

Ces objectifs sont ambitieux, et il faut hiérarchiser les priorités.

La France s'est engagée à diviser par 4 ses émissions de gaz à effet de serre (par rapport à la situation de 1990) d'ici à 2050.

**Il est impossible de sortir du nucléaire en même temps.** La sortie du nucléaire représenterait un coût social important, des suppressions d'emplois, une augmentation des émissions de gaz à effet de serre (car on aurait recours au gaz pour produire de l'électricité). Les énergies renouvelables ne représentent que 10 % de la production d'électricité. Cependant, la CGT veut un nucléaire plus sûr et plus transparent.

Il y a des scénarios de sortie du nucléaire (Négawatt, Global Chance) sans augmenter les émissions de gaz à effet de serre : ils tablent sur une diminution de moitié de la consommation électrique. La CGT considère que ce n'est pas soutenable. Il ne faut pas prendre le risque de pénurie.

Des ruptures technologiques sont possibles. L'électricité ne se stocke pas, mais on peut imaginer des moyens de stocker l'énergie. Il y a aussi des études à faire sur la captation et la séquestration du CO<sub>2</sub>.

Il est trop tôt pour décider aujourd'hui sur la période 2050 -2080.

Cela dit, il ne faut pas seulement se préoccuper de la production, il faut aussi avoir une réflexion sur les **usages**.

Aujourd'hui en France, 8 millions de personnes sont en précarité énergétique.

On devrait passer de 7 à 10 milliards d'humains sur Terre.

La réduction des inégalités au niveau mondial ne peut que se traduire par une forte augmentation de la consommation.

Mais les réserves énergétiques sont limitées (on parle de 40 ans pour le pétrole ; ces stocks estimés en durée dépendent des coûts, et des techniques d'extraction) .

Et il y a la question des financements à mobiliser.

On ne coupe pas à la nécessité d'efforts d'efficacité énergétique : on doit pouvoir bénéficier des mêmes services, de la même qualité de vie, en consommant moins. Le libéralisme ne permet pas de planifier la transition énergétique, c'est une source de gâchis considérable. La mise en concurrence permanente des uns contre les autres est source aussi de destructuration.

**L'efficacité énergétique** peut être améliorée :

dans les transports (ferroutage des marchandises, transports en commun, carburants alternatifs) ;

dans l'industrie (en favorisant les circuits courts pour limiter les déplacements de composants ; en luttant contre l'obsolescence programmée) ;

dans le secteur résidentiel (par une rénovation massive des bâtiments et un effort de constructions neuves de bâtiments moins « énergivores » : on en est loin).

Sur la question de la **sobriété énergétique**, il convient d'être prudent, et d'éviter d'aller jusqu'à la coercition. Utiliser les prix comme moyen d'orientation ne ferait qu'aggraver les inégalités.

Il y a des pressions pour que le prix de l'électricité augmente fortement : de la part des producteurs (EDF a fait de lourds investissements, pas toujours judicieux, notamment dans des opérations d'acquisitions à l'étranger qui ont été des désastres financiers), de la part des actionnaires (qui veulent voir leur rémunération augmenter), mais aussi de la part des fournisseurs d'énergies alternatives (qui ont hâte de voir celles-ci devenir compétitives).

Il faut rappeler qu'il existe un « marché libre » de l'électricité, aux tarifs très fluctuants (spéculation), à côté du tarif réglementé, historique, fixé par le gouvernement : le prix payé par le consommateur se décompose en gros en un tiers correspondant au prix de production de l'électricité produite, un tiers au transport et à la distribution, et un tiers aux impôts et taxes. Mais le débat ne se limite pas à la production d'électricité, comme le nom même du scénario « Négawatt » peut le laisser entendre. Il existe d'ailleurs d'autres scénarios dont le scénario « Négawatt » :

[http://sauvonsleclimat.org/images/articles/pdf\\_files/best\\_of/negatep%202012.pdf](http://sauvonsleclimat.org/images/articles/pdf_files/best_of/negatep%202012.pdf)

### Débat

**Géraldine, objectrice de croissance (Utopia).** La nécessité d'une transition énergétique résulte certes du changement climatique, mais aussi de la raréfaction des ressources fossiles. Il faut noter que l'uranium est lui aussi une ressource en stock, non inépuisable. La surgénération n'est pas au point.

Je regrette que dans l'exposé qui vient d'être fait, n'apparaît pas de remise en question du productivisme, de la croissance. Etes-vous contre la fiscalité progressive (financer la gratuité des premières tranches, taxer le mésusage) ? Et contre l'idée d'une « taxe kilométrique », pour favoriser les circuits courts ?

**Delphine.** Je m'étonne que vous soyez contre la sortie du nucléaire.

On peut utiliser des panneaux solaires pour l'éclairage.

**Alain.** Vous avez parlé d'un débat public : on n'en a pas entendu pas parler.

**Jean-Paul.** A l'issue de longs débats, il y a eu un vote à ATTAC sur la question du nucléaire. La position officielle d'ATTAC est la sortie du nucléaire. Mais bien sûr chaque adhérent d'Attac conserve sa liberté de penser, sur ce point comme sur les autres.

Il ne faudrait pas que la question du nucléaire occulte le principal débat, qui porte sur la nécessité d'une forte réduction de la consommation d'énergie (pétrole, gaz, électricité, ...). Cela fait longtemps qu'on en parle (40 ans), mais rien ne se passe. Au contraire, peu à peu, les Chinois, les Indiens, reproduisent notre mode de consommation, qui n'est pas soutenable.

**Jean-Jacques.** Je ne me sens pas le droit d'expliquer aux Chinois et aux Indiens qu'il ne faut pas copier notre modèle. On ne peut se contenter d'une approche intellectuelle. Le changement nécessite une pédagogie très grande et ne se décrète pas du jour au lendemain.

**Géraldine.** Il faut remettre en cause notre modèle. Le gâteau a une dimension finie, il faut voir comment le partager.

**Caroline.** J'adhère à la sortie du nucléaire. Mais malheureusement, je ne crois pas à un changement de mentalité : les hommes épuiseront jusqu'à la dernière goutte de pétrole.

**Daniel.** Le scénario *Négawatt* est le plus complet et le plus convaincant pour concilier les différents points de vue.

Je partage le pessimisme de Caroline. On insiste trop sur le nécessaire changement de mentalité. Certes, il faut éteindre la lumière en sortant : mais ce n'est pas à la mesure du problème tant s'en faut ! Et il y a l'« effet rebond » : les voitures sont plus économes, mais il y en a beaucoup plus ; les écrans plats consomment autant que les anciens tubes cathodiques, parce qu'ils sont plus grands... La taxation du mésusage soulève des questions horriblement compliquées. Par exemple, doit-on surtaxer les activités de production d'aluminium, qui consomment des quantités colossales d'électricité ? Je suis convaincu comme Jean-Paul que nous ne pourrions pas échapper à une réduction considérable de notre consommation d'énergie, qu'elle soit renouvelable ou pas. Et pour se rapprocher de cet objectif, il est beaucoup plus efficace de « faire la peau » au libre-échange que de dépenser des sommes colossales pour réduire la consommation de nos voitures, par exemple. Enfin, je regrette que nous tombions inmanquablement dans le piège de la polémique « nucléaire ou pas nucléaire » à chaque fois qu'on parle de transition énergétique, même si l'énormité des investissements nécessaires dans ce domaine y conduit logiquement. Serge a bien fait de rappeler dans son introduction que l'électricité ne représente après tout que 20% de notre consommation d'énergie finale.

**Delphine.** Depuis que je suis au chômage, ma conscience s'est éveillée. Je ne gaspille pas. A vivre de façon plus sobre, on est mieux dans sa tête, mieux dans son corps. Au lieu d'accumuler, je récupère, je retransforme.

**Jacky.** Les mentalités changent, mais en face, il n'y a pas de répondant.

Je suis un partisan convaincu de l'énergie renouvelable photovoltaïque. En Allemagne, ils ont tous équipé leurs toits (ils bénéficient d'un emprunt à taux zéro, et ils remboursent leur emprunt en revendant de l'électricité). Il y a des panneaux photovoltaïques partout, sur les usines, les bergeries, et même il y a des champs de panneaux.

A Montrouge, j'ai un toit plein sud, je veux m'équiper, mais ce n'est pas possible (il y a pourtant un exemple : l'école Raymond Queneau est équipée). En effet, en France, pour installer le solaire chez soi, non seulement on ne bénéficie pas de prêts à taux zéro comme en Allemagne, mais on a le choix entre :

- vendre son électricité (avec les cours fluctuants de cette énergie) et de continuer à acheter sa propre consommation d'électricité

- ou s'auto-fourner pour sa propre consommation électrique sans en vendre et ne pas pouvoir rembourser son emprunt, ce qui est dans les deux cas une ineptie.

**Jean-Christophe.** Il faut se méfier des effets pervers dès qu'il y a quelque chose qui ressemble à de la coercition.

Taxer le mésusage, c'est bien, mais seulement pour ceux qui ont la possibilité d'être maîtres de leur consommation. Ce n'est pas le cas des occupants de locaux mal isolés, qui ne disposent souvent que de petits revenus.

**Géraldine.** Produire un panneau photovoltaïque, cela a un coût énergétique aussi...

Le changement de mentalité ne suffit bien sûr pas : il faut changer de modèle économique, il faut remettre en question la croissance. On nous incite à consommer.

**Serge.** Le sens de mon introduction, c'est qu'il y a des priorités, qu'on ne peut pas tout faire.

Il ne faut pas attendre la fin des énergies fossiles pour réagir.

La taxe carbone, c'est bien, mais il faut une taxation aux frontières.

Sur les besoins, il faut proposer des alternatives : développer des modes de partage ou de recyclage.

Le tarif progressif peut pénaliser ceux qui habitent des « passoires thermiques »... Mais isoler des maisons coûte cher (20 000 €). L'électricité en Allemagne coûte deux fois plus cher, donc en Allemagne on rembourse son investissement (d'isolation) deux fois plus vite.

**Jean-Paul.** A propos d'alternatives au mode de consommation, je signale l'existence à Montrouge d'un SEL (système d'échange local – il s'agit d'échange de services) en plein essor (plus de cent adhérents).

Le débat sur la transition énergétique lancé par le gouvernement est trop discret ; on trouvera néanmoins, dans le numéro de mai d'Angle d'Attac 92, le compte-rendu d'une des réunions organisées à Paris. Et dans le même numéro, un article de Guillaume Duval (vive la récession ?), extrait du très intéressant numéro hors série d'Alternatives économiques qui vient de sortir : « faut-il dire adieu à la croissance ? »

La transition énergétique pourrait être une source de nombreuses créations d'emplois, bienvenues en cette période de chômage galopant. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas lancé un vaste plan d'isolation des logements, au lieu du cadeau de 20 milliards d'euros consenti sans contrepartie aux entreprises ?

**Lydie.** Il n'y a pas de projection dans l'avenir. Comme le dit Caroline, on puisera jusqu'aux dernières gouttes de pétrole. On devrait planifier. Au lieu de quoi, on attend la catastrophe.

**Gaétan.** Il faudrait faire peur aux gens, en mettant par exemple des masques pour éviter la pollution atmosphérique.

**Jean-Jacques.** Quelle pédagogie faudrait-il faire, sur cette question de transition énergétique ? Il faudrait réhabiliter la culture scientifique.

**Daniel.** Mais ce sont des « experts de haut niveau » (corps des Mines, experts scientifiques) qui ont fait le choix de faire de la France le pays le plus nucléarisé au monde...

**Jacky.** Ce sont des technocrates, pas des scientifiques...

**Jean-Christophe.** La science suppose une réflexion critique...

**Delphine.** Soyons concrets. Voici quelques propositions :

Taxer les véhicules à l'entrée d'une grande ville

Augmenter le prix de vente des cigarettes

Développer les transports en commun, les voitures électriques, le troc, les échanges de services

Se discipliner, se responsabiliser en fermant la lumière quand on n'est pas dans la pièce, et apprendre à ses enfants à ne pas gaspiller (finir son assiette et ne pas jeter sa nourriture)

Développer les espaces verts dans les villes

Ne plus construire des immeubles laids et froids

Créer des jardins partagés

Apprendre à mieux consommer passe par la création, la réalisation de ses propres moyens de production

**Serge.** Le débat sur la transition énergétique est un débat très politique, très transversal, qui est au cœur des modes de vie. Il nécessite une appropriation citoyenne.

Sur la question du nucléaire : quels risques est-on prêt à courir ?

La sûreté est en lien avec les statuts des salariés. EDF fait appel, pour des tâches de maintenance, à des sous-traitants : elle fait ainsi des économies, mais au détriment de la sécurité.

---

## **Crédit Coopératif**, échos de l'Assemblée Générale, par **Jean-Louis Michniak**

Ayant participé en représentant Attac 92, mardi 14 mai 2013 après-midi, à l' A.G. régionale du Crédit Coopératif, à Nanterre, je vous donne ici quelques échos de ce moment plutôt enthousiasmant, révélant beaucoup d' initiatives et d'ambitions pour promouvoir l' Economie Sociale et Solidaire (ESS), objectif qui rejoint beaucoup de nos valeurs d' altermondialistes.

Cette banque, proche du mouvement coopératif, entrepreneurial social et de certaines alternatives (relocalisations d'activités, circuits courts d'échanges, coopérations économiques, sobriété énergétique, etc) que nous portons, intervient dans l'accompagnement vers des innovations sociales (avec responsabilisation citoyenne) dont nous sommes parfois acteurs.

En particulier, le Crédit coopératif a rappelé ses priorités en faveur de l' économie réelle et "d' un monde plus juste", y compris par ses rôles de conseil, d' expertise, de services aux financeurs solidaires (Adie, Caisse Solidaire, France Active, France Initiative, NEF, Associations de proximité) : refinancement, garantie, apport en fonds propres, émissions de titres . . .

Par ailleurs, cette banque, créée à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle a rappelé sa vocation fondamentale d' actrice de l' Economie sociale et solidaire, et tournée vers des projets utiles, raisonnables, respectueux des personnes et de l' environnement.

Le Crédit Coopératif a fait un large bilan de l' ensemble de ses activités et de ses partenariats à différents niveaux: hexagonal, européen, international, dans la perspective "d' un monde meilleur" , en étant innovant, créatif, avec une volonté de transparence.

Sans être "angélique" , il faut souligner que le Crédit Coopératif représente une autre conception de la fonction bancaire, dans un environnement dominé par la finance internationale et souvent prédatrice. Même s' il est sûrement perfectible, cet organisme centenaire a un mérite indéniable !!!

Façon intelligente de marquer son 120<sup>ème</sup> anniversaire, le Crédit Coop a organisé un forum " appuyer et financer l'innovation sociale" constructif, encourageant, avec une hauteur de vue certaine. Il y avait des représentants du Conseil Supérieur de l' ESS, de la Caisse des Dépôts, de Solidarités Nouvelles pour le Logement, de la presse dont j' apprécie la qualité du travail, (même si on peut avoir certaines réserves) comme "Alternatives économiques", etc.

Des explications ont été données sur le Fonds pour l' Innovation sociale, qui s' appuiera sur la BPI et la Caisse des Dépôts, dispositif potentiellement porteur d' avancées dans ce domaine de l' ESS , qui est dans une phase montante.

Les pouvoirs publics actuels semblent très "motivés" par ces enjeux; la création d' un Ministère de l' Economie Sociale et Solidaire peut aider à mettre en place des outils pour avancer concrètement dans cette voie . Cela a été acté dans cette AG.

J' aurai peut-être l' occasion d' en reparler, car ce fut un moment plutôt dense et, j' espère, "riche" en projets pour une "autre économie centrée sur l' humain". La vigilance sera bien sûr de mise; cela n' empêche naturellement pas d' être constructif.

---

## **A propos du marché carbone**, un message de **Marie-Claude**

Je me permets de vous signaler un film coup de poing sur la question, que je viens de voir au festival de Lasalle dans les Cévennes, d'une fille très sympathique de Montréal, **Amy Miller**, et je vous laisse ses coordonnées pour suivre son film à la trace : [amyinmontreal@gmail.com](mailto:amyinmontreal@gmail.com) .C'est un film militant, sans prétention artistique, mais qui est très efficace sur ses démonstrations, et clair quant à son point de vue. Le marché carbone est en effet défaillant, inefficace et dangereux. Il est même monstrueusement mensonger, détourné, et criminel, au sens propre comme au sens figuré.

## **Fin de l'Occident, naissance du monde , d'Hervé Kempf** un coup de cœur de **Claude Borgo**

Vous y apprendrez comment à la fin du 18<sup>ème</sup> siècle, l'Occident avec l'Angleterre a pris son "envol" économique et surtout comment, où l'on revient à la question énergétique. Livre combien explicite avec une foule de propositions. En clair ou nous sommes lucides pour l'avenir, ou bien le chaos, mais Hervé Kempf reste optimiste !!!

---

## **« Au nom de la terre », un film de Pierre Rabhi...** un coup de cœur de **Caroline Duard**

Je suis allée voir le film de Pierre Rabhi "Au nom de la terre" et je le conseille à tout le monde. C'est très instructif et ça fait du bien de suivre le parcours d'une si belle âme que celle de Pierre Rabhi. Ca m'aurait presque redonné foi en l'espèce humaine, pour dire!

**Synopsis :** [Pierre Rabhi](#) est paysan, écrivain et penseur. Il est l'un des pionniers de l'agro-écologie en France. Amoureux de la Terre nourricière, engagé depuis quarante ans au service de l'Homme et de la Nature, il appelle aujourd'hui à l'éveil des consciences pour construire un nouveau modèle de société où une "sobriété heureuse" se substituerait à la surconsommation et au mal-être des civilisations contemporaines.

Ce film retrace l'itinéraire d'un "sage", du désert algérien à son expertise internationale en sécurité alimentaire. L'histoire d'un homme et de sa capacité hors du commun à penser et à agir en fédérant ce que l'humanité a de meilleur pour préserver notre planète des souffrances qu'elle subit.

"Pierre Rabhi, Au nom de la Terre" raconte le cheminement d'une vie et la conception d'une pensée qui met l'Humanité face à l'enjeu de sa propre destinée.

---

## **A propos de la NEF et du festival de la Transition,** un message de **Raymond Zaharia**

Sur la NEF: on doit se réjouir que cet organisme d'intermédiation entre épargnants et emprunteurs existe, et contribue à financer des projets de qualité (environnementale et sociale). Cependant, elle ne peut absolument pas remplir le besoin de "banque éthique au service du plus grand nombre" vers laquelle transférer nos comptes (pour être sûrs que nos petites économies ne se retrouvent pas dans le circuit de... la "Finance Casino" !)

En effet, la NEF ne comporte qu'environ 60 employés et ne peut pas délivrer de carnet de chèques (pas de licence bancaire; les comptes sont au Crédit Coopératif).

Il faudrait éviter que la NEF ne serve de prétexte (ou d'alibi...), pour nous faire renoncer à une exigence essentielle: la création d'un pôle public financier de taille suffisante, c'est-à-dire par exemple celle de la BNP (autrement dit... environ 5000 fois plus grosse que la NEF).

Bien entendu, la BPI *Banque Publique d'Investissement*, bien qu'environ 100 fois plus grosse que la NEF, (en faisant le rapport des fonds propres, ou du total de bilan de chacune), ne répond pas non plus à la question, car... *ce n'est pas une banque !*

Comme la NEF, elle ne peut pas délivrer de carnet de chèques, ni accéder au "refinancement à 1%"... que la BCE réserve aux "vraies banques"... celles qui peuvent dans certaines limites, (par exemple celle de "la compensation"... à la fin de chaque jour ouvré), faire de la "création monétaire ex nihilo", et tirer ainsi profit de ressources qu'elles ne possèdent pas !

Bonnes lectures ! <http://tinyurl.com/raz2013>

Sur le Festival de la Transition: <http://tinyurl.com/transicit>

---

## **Agenda**

**3 juin Montrouge**

### **Acte III de la décentralisation**

**20 h**, Maison des associations, 105, avenue Aristide Briand – entrée libre

◆ Nos communes vont-elles disparaître ?

◆ Le P.L.U. (Plan Local d'Urbanisme) sera-t-il intercommunal ?

◆ Serons-nous intégrés à une Communauté d'agglomération de plus de 200 000 habitants ?

◆ Serons-nous administrés par des Conseillers et des Conseillères communautaires non élus directement par les citoyens ?

Deux diaporamas seront diffusés : un sur l'acte III, l'autre plus technique sur les conséquences portées aux finances locales.

Venez en discuter avec un intervenant spécialiste du droit des communes et des finances locales

**8-9 juin Montreuil (93)**

### **Foire à l'autogestion**

**La Maison de l'Arbre / La Parole Errante, 9 rue François Debergue**, Métro: Croix de Chavaux

La crise que nous traversons est loin d'être finie. Il s'agit non seulement d'une crise économique mais aussi d'une crise politique. Le capitalisme désagrège les sociétés et précipite la planète dans une catastrophe écologique. Les Etats organisent ce système prédateur.

Pour nous, l'autogestion est un outil pour une alternative sociale, économique et politique. N'attendons pas que les réponses tombent d'en haut, mais remettons en question notre manière de produire et construisons des réseaux de solidarité concrète, afin de reprendre nos vies en main.

En juin 2012, l'autogestion a été au cœur d'un événement festif et populaire, la Foire à l'autogestion. Une soixantaine de structures coopératives, politiques, syndicales et associatives y ont participé, attirant 1 300 visiteurs à Paris et à Montreuil.

Et si, cette année, on élargissait tous azimuts ? Nous proposons aux autogestionnaires de tout l'Hexagone - et en particulier aux groupes locaux des structures adhérentes à la Foire - de s'appuyer sur la Foire 2013 pour contribuer à faire revivre cette grande idée dans le débat public. Cela peut consister en l'organisation d'une conférence, d'une projection-débat ou de tout événement local qui mette en avant l'autogestion. Le site web [www.foire-autogestion.org](http://www.foire-autogestion.org) informera de toutes les initiatives qui voudront s'inscrire dans ce cadre.

Pour sa 2e édition, la Foire à l'autogestion des 8 et 9 juin reviendra sur les questions de la reprise en mains de la production, mais aussi sur l'auto-organisation des luttes et le rôle d'un syndicalisme autogestionnaire. Dans le même temps, elle s'efforcera de faire davantage de place aux thématiques féministes et d'habitat. Autour des grands forums de débat, nous visons davantage d'ateliers pratiques, techniques et manuels, car la Foire à

l'autogestion ne doit pas être qu'un lieu de parlottes ! Davantage de culture et de détente également, avec un aspect plus festif. Et, comme l'an dernier, des stands, un espace radio, un cycle de projection vidéo, un concert, une librairie, un espace enfants...  
Tout cela dépendra de l'implication des militants et des organisations autogestionnaires car, comme l'an passé, l'événement reposera exclusivement sur le bénévolat et l'autofinancement. Nous en appelons donc aux bonnes volontés. L'autogestion sera joyeuse ou ne sera pas !  
Information et contact sur [www.foire-autogestion.org](http://www.foire-autogestion.org)

**10 juin Courbevoie "Les paradis fiscaux": conférence débat ATTAC, par Gérard Gourguechon,**  
du Conseil Scientifique d' Attac, Inspecteur des impôts et syndicaliste français  
**19h30, 6 rue Adam Ledoux ,quartier Charras,**  
Gare de Courbevoie,ou Bus de la Défense 275\_276  
Animatrice : Annie Reynaud 06 74 10 30 72

**20 juin Malakoff Présentation de la saison 2013-2014 Théâtre 71, scène nationale**  
**19h 30** Théâtre de Malakoff 3, place du 11 novembre  
Réservation : 01 55 48 91 00

### Courrier des lecteurs

**T.V.** réagit à l'édito de Guillaume Duval du n° 67

Juste deux remarques : le problème de l'emploi est toujours celui de l'emploi marchand, et celui-là il est mort, parce qu'il dépend d'une situation économique porteuse et donc d'une croissance dont Guillaume a bien relevé les problèmes. Pour alimenter une discussion sur le forum d' *Alternatives Economiques*, j'ai été chercher sur le net les coûts du chômage et je suis tombé sur le cul. Un chômeur coûte en moyenne 29000 € par an au gouvernement, alors qu'un emploi lui coûterait 11000€. Du travail il y en a, le problème est de le concevoir en dehors de la logique capitaliste qui veut du chômage pour tenir les salaires à la baisse. Un plein emploi assuré par la collectivité priverait le capital de l'essentiel de son pouvoir. On aurait pu penser qu'un président socialiste aurait pu comprendre cela, mais il aurait fallu que lui et ses conseillers soient socialistes et non simplement opportunistes.

- Encore une fois le problème de la réindustrialisation. C'est une chimère de croire, qu'on pourra reprendre les emplois industriels de suite et c'est un raisonnement égoïste et injuste. Les pays en voie de développement ont besoin de ces emplois, pour monter en niveau et rejoindre le notre. Ensuite, les choses s'équilibreront et les pays se partageront emplois sans qualification et emplois qualifiés. On voit aujourd'hui que le niveau de la Chine se hausse, le coût de l'emploi y est de moins en moins favorable et qu'un certain nombre d'entreprises programment déjà leur reconversion vers d'autres pays ou un retour sur leur pays d'origine. Nul doute qu'elles nous feront valoir leur patriotisme social pour valoriser ce retour, avec une petite subvention discrète à la clé. :o)

---

### Organisation d'ATTAC 92

**Siège social:** chez Eric Colas, 141 avenue Jean Jaurès 92140 Clamart [attac92@attac.org](mailto:attac92@attac.org)

**Site internet:** <http://www.local.attac.org/attac92> ([web.attac92@attac.org](mailto:web.attac92@attac.org))

flux rss : <http://local.attac.org/attac92/spip.php?page=backend> TimeLine des actions : <http://local.attac.org/attac92clamart/spip.php?article518>

Angle d'ATTAC 92, le bulletin de ATTAC 92. Les bulletins à partir du numéro 36 sont regroupés dans la rubrique

<http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique111>. Les archives des numéros 6 à 35 sont consultables ici : <http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique178>

CMM - Citoyen du Monde à Montrouge Vous trouverez dans la rubrique <http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique152>, les articles des récents numéros de Citoyen du Monde à Montrouge à partir du numéro 90. Les archives de 1 à 89 (il manque quelques numéros entre 1 et 7) sont regroupées ici : (...) > <https://local.attac.org/attac92/spip.php?article2181>

Président d'ATTAC 92 : Jean-Louis Michniak [president.attac92@attac.org](mailto:president.attac92@attac.org)

Secrétaire : Eric Colas [secretaire.attac92@attac.org](mailto:secretaire.attac92@attac.org)

Vice-secrétaire : Sophie Maloberti

Trésorier : Hubert Guérinet

Trésorière-adjointe : Rosette Kebabdjian

Fichier : Nicolas Lasman

Correspondant Electronique Local : Jean-Paul Allétru

**Groupes de proximité :**

**Bagneux :** Daniel Monteux **Asnières :** Guy Rodary **Clamart :** Thérèse Villame

**Antony :** Florence Lauzier, Hubert Nadin **Colombes :** Bernard Kervella , Adda Bekkouche

**Clichy :** Jean Quebre, Marthe Chabrol **Rueil-Malmaison/ GP Mont Valérien :** Cyril Pocréau

**Courbevoie :** Annie Reynaud **Montrouge :** Jean-Paul Allétru; Catherine Sindicas

**Genevilliers :** Nelly Viennot

---

## Bulletin d'adhésion 2013

**NOM (en capitales) :** ..... **PRENOM :** ..... **Homme / Femme (rayer la mention inutile)**

**Date de naissance :** ..... **Profession :** .....

**Adresse :** ..... **Code postal :** ..... **Ville :** ..... **Pays :** ..... **Téléphone fixe**

..... **Mobile :** .....

**Adresse électronique (pour recevoir les informations d'Attac) :** .....

**J'adhère à l'association Attac et verse pour l'année civile 2012 la somme ( comportant l'abonnement de 10 € à Lignes d'Attac) de : cochez le montant choisi, en fonction de votre tranche de revenu mensuel (si vous ne souhaitez pas recevoir Ligne d'ATTAC, précisez le et retirez 10 €) :**

tranches de revenu mensuel	de 0 à 450 € : 13 €	de 450 à 900 € : 21 €	de 900 à 1 200 € : 35€	de 1 200 à 1 600 € : 48€
	de 1 600 à 2 300 € : 65 €		de 2 300 à 3 000 € : 84 €	de 3 000 à 4 000 € : 120 €
	au-delà de 4 000 € : 160 €			

Il m'est possible d'apporter un soutien complémentaire à l'association : je procède à un apport supplémentaire de .....

J'effectue le règlement (rayer la mention inutile) :

par chèque bancaire ou postal

par carte bancaire n° : ..... 3 derniers chiffres : ..... date d'expiration : .....

A adresser par courrier à ATTAC, Attac, Service adhésions, 60643 Chantilly cedex – France Pour tout renseignement, téléphoner au 01 56 06 43 60  
Les informations recueillies sont nécessaires à votre adhésion. Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat de l'association. En application de l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au siège d'Attac France.

---

Angle d'attac , chez Eric Colas, 141 avenue Jean Jaurès 92140 Clamart Responsable de la publication : Eric Colas ([president.attac92@attac.org](mailto:president.attac92@attac.org))

**N° 68– juin 2013**